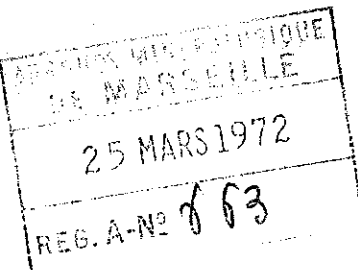


2ème DIRECTION  
REGLEMENTATION

1er Bureau

H-71-13

1ère classe



A R R E T E

LE PREFET DE LA REGION DE PROVENCE, COTE-D'AZUR,  
PREFET DES BOUCHES-du-RHONE,  
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR,

VU la loi du 19 décembre 1917, modifiée et complétée, relative aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes,

VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953, modifié, portant réglementation et nomenclature des établissements précités,

VU le décret du 1er avril 1939 instaurant une procédure spéciale d'instruction des demandes d'autorisation relatives :

1°) aux établissements consacrés à la production ou au traitement des pétroles et essences, dérivés ou résidus naturels ou synthétiques, benzols et alcools,

2°) aux dépôts des mêmes produits rangés dans les 1ère et 2ème classes,

VU les règles d'aménagement intérieur des dépôts d'hydrocarbures liquides rendues applicables par l'arrêté ministériel du 26 novembre 1948 complétées par les prescriptions approuvées par la Commission Interministérielle des dépôts d'hydrocarbures en séance du 18 octobre 1958,

VU le titre II de l'arrêté ministériel du 16 juin 1966 complété par l'arrêté du 1er juillet 1966, relatif aux règles techniques et de sécurité de l'aménagement et de l'exploitation des dépôts d'hydrocarbures liquides et liquéfiés et des usines de traitement de pétrole brut, de ses dérivés et résidus,

VU la demande présentée par la Société CABOT FRANCE en vue d'être autorisée à exploiter un dépôt de 2.630 m<sup>3</sup> d'hydrocarbures de catégorie C dans son usine de BERRE-L'ETANG,

VU les plans annexés à cette requête,

VU l'enquête de commodo et incommodo à laquelle il a été procédé dans la commune de BERRE-L'ETANG du 1er au 14 septembre 1971,

VU l'avis de M. l'Inspecteur Départemental des Services d'Incendie en date du 12 août 1971,

VU l'avis de M. le Directeur Départemental de l'Action Sanitaire et Sociale en date du 2 septembre 1971,

...

VU l'avis de M. le Directeur Départemental du Travail et de la Main d'Oeuvre en date du 8 septembre 1971,

VU l'avis de M. le Directeur Départemental de l'Equipement en date du 9 septembre 1971,

VU l'avis de M. le Directeur du Port Autonome de MARSEILLE en date du 17 septembre 1971,

VU l'avis de M. le Sous-Préfet, Directeur Départemental de la Protection Civile en date du 24 septembre 1971,

VU l'avis de M. le Sous-Préfet d'AIX-en-PROVENCE en date du 6 octobre 1971,

VU les rapports et avis de M. l'Ingénieur en Chef des Mines en date des 27 Juillet et 8 novembre 1971,

VU l'avis de la Commission Consultative Départementale de la Protection Civile en date du 1er décembre 1971,

VU l'avis de la Commission Interministérielle des dépôts d'hydrocarbures notifié par dépêche de M. le Ministre du Développement Industriel et Scientifique en date du 25 février 1972,

SUR la proposition de M. le Secrétaire Général des Bouches-du-Rhône,

A r r ê t e :

ARTICLE 1er.- La Société CABOT-FRANCE est autorisée à stocker des hydrocarbures de catégorie C dans son dépôt de produits pétroliers situé dans l'enceinte de son usine de BERRE-L'ETANG.

La capacité du dépôt en hydrocarbures de catégorie C se trouve ainsi portée de 200 m<sup>3</sup> à 2.630 m<sup>3</sup>.

L'ensemble des installations constitue un établissement de 1ère classe.

ARTICLE 2.- Cette autorisation est délivrée pour une durée de vingt ans. Elle est subordonnée au respect des prescriptions suivantes :

1°) Les installations seront situées et aménagées conformément aux plans joints à la pétition (plans n° 02-10-12, ENT-275-E et 476-H). Aucune extension ou modification ne pourra y être réalisée sans avoir été préalablement autorisée par le Préfet.

Elles devront, en outre, être conformes aux dispositions des règles d'aménagement du 20 avril 1948 modifiées et complétées le 18 octobre 1958.

...

La clôture prévue aux articles 251 et 252 des règles d'aménagement susvisées pourra toutefois être constituée par la clôture de l'usine sous réserve qu'elle satisfasse aux prescriptions des dits articles.

2°) La lutte contre l'incendie sera organisée en accord avec l'Inspecteur Départemental des Services d'Incendie.

L'exploitant pourra recevoir l'assistance de la Compagnie de Raffinage SHELL-BERRE en personnel spécialisé, moyens mobiles puissants et émulseurs.

Les conditions de cette assistance seront réglées par un accord écrit qui sera communiqué à l'Inspecteur Départemental des Services d'Incendie et à l'Inspecteur des Etablissements Classés.

La réserve d'émulseur conservée au dépôt sera d'au moins 240 litres, le complément étant fourni par l'équipe d'intervention de la Compagnie de Raffinage SHELL-BERRE conformément à l'article 332 des règles d'aménagement susvisées.

ARTICLE 3.- La Société pétitionnaire devra, en outre, se conformer aux dispositions :

a) du Livre II du Code du Travail sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs,

b) du décret du 10 juillet 1913 sur les mesures de protection et de salubrité applicables dans tous les établissements industriels et commerciaux,

c) du décret du 14 novembre 1962 sur la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en oeuvre des courants électriques.

ARTICLE 4.- L'établissement sera soumis à la surveillance de la Police de l'Inspection des Services d'Incendie et de Secours, de l'Inspection des Etablissements Classés et de l'Inspection du Travail. Il sera tenu à l'exécution de toutes mesures que l'Administration jugerait ultérieurement nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques.

ARTICLE 5.- En cas d'infraction à l'une des dispositions qui précèdent la présente autorisation pourra être suspendue sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

Sauf le cas de force majeure, cette autorisation perdra sa validité si l'établissement n'est pas ouvert dans un délai de deux ans à dater de la notification du présent arrêté, ou s'il n'est pas exploité pendant deux années consécutives.

...

ARTICLE 6.- Cette autorisation ne dispense pas l'exploitant de demander le permis de construire ou toutes autorisations administratives prévues par les textes autres que la loi du 19 décembre 1917.

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

ARTICLE 7.- Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 8.- M. le Secrétaire Général des Bouches-du-Rhône, M. le Sous-Préfet d'Aix-en-Provence, M. le Sous-Préfet, Directeur Départemental de la Protection Civile, M. le Maire de Berre-l'Etang, M. l'Ingénieur en Chef des Mines, Inspecteur des Etablissements Classés et M. l'Inspecteur Départemental des Services d'Incendie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément aux dispositions de l'article 16 du décret n° 64.303 du 1er avril 1964.

MARSEILLE, le 21 Mars 1972

POUR LE PREFET

Le Secrétaire Général

A. NICOULAUD